

Message Text

PAGE 01 NATO 04055 01 OF 02 301912Z

63

ACTION EUR-25

INFO OCT-01 IO-13 ADP-00 ACDA-19 INRE-00 SSO-00 NSCE-00

USIE-00 CIAE-00 PM-07 INR-10 L-03 NEA-10 NSAE-00

PA-03 RSC-01 PRS-01 TRSE-00 MBFR-03 SAJ-01 DODE-00

SS-15 NSC-10 H-03 CU-04 OIC-04 LS-01 RSR-01 /135 W

----- 099324

O R 301810Z AUG 73

FM USMISSION NATO

TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 1341

INFO AMEMBASSY BONN

AMEMBASSY LONDON

AMEMBASSY PARIS

USMISSION GENEVA

C O N F I D E N T I A L SECTION 1 OF 2 USNATO 4055

E.O. 11652: GDS, 12-31-79

TAGS: PFOR

SUBJECT: CSCE - FRENCH DRAFT DECLARATION OF PRINCIPLES

REF: A) USNATO 3595 (NOTAL); B) USNATO 3215 (NOTAL)

GENEVA FOR USDEL CSCE

1. FRENCH DELEGATION HAS JUST CIRCULATED REVISED TEXT OF DRAFT DECLARATION OF PRINCIPLES GOVERNING RELATIONS AMONG STATES (TEXT BELOW) FOLLOWING SENIOR POLADS DISCUSSION OF ORIGINAL TEXT (SEE REFTELS). QUICK READING OF NEW TEXT REVEALS THAT CHANGES ARE INDEED QUITE MINOR AND INVOLVE: A) SUBSTITUTION OF WORD "MAINTAEN" FOR WORD "CONSOLIDATION" AND OF WORDS "PAIX DU MONDE" FOR "PAIX UNIVERSELLE" IN SECOND PREAMBULAR PARA; B) DROPPING OF WORDS "ENTRE LES NATIONS REPRESENTES A LA CSCE" IN FIFTH PREAMBULAR PARA; C) ADDITION OF WORD "INTERNATIONAL" AT END OF FIFTH OPERATIVE PARA; AND D) SUBSTITUTION OF WORD "DEVELOPPEMENT" FOR WORD "NORMALISATION" IN ELEVENTH OPERATIVE PARA. DURING CONVERSATION WITH US DELOFF AUGUST 30, FRENCH DCM NOTED THAT NEW DRAFT, WHICH CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 04055 01 OF 02 301912Z

HAD NOT YET BEEN CIRCULATED, HAD NOT BEEN SUBSTANTIALLY MODIFIED. HE ADDED, HOWEVER, THAT THIS DID NOT RPT NOT MEAN THAT PARIS HAD REJECTED CHANGES REQUESTED BY US AND OTHERS AND THAT FURTHER CHANGES WERE POSSIBLE. SPC WILL TAKE UP DRAFT DECLARATION AT

AUGUST 31 MEETING.

BEGIN TEXT

LES ETATS PARTICIPANT A LA C.S.C.E.

(1) - REAFFIRMANT, CONFORMEMENT A LA CHARTE DES NATIONS UNIES, QUE LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES ET LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS AMICALES ET DE LA COOPERATION ENTRE LES NATIONS FONT PARTIE DE LEURS BUTS PRIMORDIAUX;

(2) - ESTIMANT QUE LA PAIX ET LA SECURITE EN EUROPE ET LE PROGRES DE LA COOPERATION ENTRE LES NATIONS DE CE CONTINENT, AINSI QU'ENTRE TOUS LES PAYS REPRESENTES A LA C.S.C.E. SONT D'UNE IMPORTANCE ESSENTIELLE POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX DU MONDE.

(3) - CONSIDERANT QU'A UN MOMENT OU L'IMPORTANCE DES MOYENS DE DESTRUCTION DISPONIBLES APPELLE DES EFFORTS RESOLUS EN VUE D'ELIMINER TOUTES LES CAUSES DE CONFLIT, LA NOTION DE SOLIDARITE ENTRE LES PEUPLES ET LES NATIONS DOIT L'EMPORTER PROGRESSIVEMENT SUR L'IDEE D'OPPOSITION ENTRE SYSTEMES POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIAUX DIFFERENTS;

(4) - PERSUADES QUE LES DIFFERENCES ON SIMILITUDES ENTRE SYSTEMES POLITIQUES, ECONOMIQUES ET SOCIAUX DES ETATS PARTICIPANTS, AINSI QUE LE FAIT POUR CERTAINS D'ENTRE EUX D'APPARTENIR A DES ALLIANCES, NE SAURAIENT LES PRIVER DU BENEFICE DE LEUR EGALITE SOUVERAINE ET DE LEURS DROITS FONDAMENTAUX, ET QUE LE PROGRES DE LA COOPERATION PACIFIQUE ENTRE EUX PERMETTRA DANS L'AVENIR DE SURMONTER LA DIVISION DUE CONTINENT;

(5) - RECONNAISSANT L'EXISTENCE DE VALEURS HUMAINES ET DE TRADITIONS HISTORIQUES COMMUNES QUI LES RELIENT PLUS ETROITEMENT QUE LES DIFFERENCES DE REGIME NE LES DISTINGUENT, CE QUI DOIT LEUR PERMETTRE DE SE RAPPROCHER DANS UN EFFORT COMMUN EN VUE D'ELIMINER LA MEFIANCE ET L'INCOMPREHENSION, DE RESOUDRE LES PROBLEMES QUI LES SEPRENT ET DE COOPERER DANS L'INTERET DE CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 04055 01 OF 02 301912Z

L'HUMANITE;

(6) - CONSTATANT LEUR IDENTITE DE VUES SUR UN CERTAIN NOMBRE DE PRINCIPES FONDAMENTAUX, CONFORMES A LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET A LA DECLARATION RELATIVE AUX PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL TOUCHANT LES RELATIONS AMICALES ET LA COOPERATION ENTRE LES ETATS CONFORMEMENT A LA CHARTE DES NATIONS UNIES;

(7) - ONT DECIDE D'ENONCER DANS LA PRESENTE DECLARATION CES PRINCIPES QU'ILS SONT RESOLUS A METTRE EN PRATIQUE DANS LEURS RELATIONS MUTUELLES QUEL QUE SOIT LEUR SYSTEME POLITIQUE, ECONOMIQUE OU SOCIAL AINSI QUE LES MODES DE CONDUITE PROPRES A EN ASSURER LE RESPECT DANS TOUS LES DOMAINES ENTGE TOUS LES

PARTICIPANTS.

1) LES ETATS PARTICIPANTS RECONNAISSENT MUTUELLEMENT LEUR
EGALITE SOUVERAINE AVEC TOUS LES DROITS QUI EN DECOULENT.

CHACUN D'EUX RESPECTE CHEZ CHACUN DES AUTRES LES DROITS
INHERENTS A LA SOUVERAINETE.

ILS RESPECTENT LE DROIT DE CHACUN D'ENTRE EUX DE DETERMINER
LIBREMENT SON SYSTEME POLITIQUE, SOCIAL, ECONOMIQUE ET CULTUREL
ET DE DEFINIR A SON GRE SES RAPPORTS AVEC LES AUTRES ETATS. ILS
RESPECTENT EN PARTICULIER LE DROIT POUR CHACUN D'ENTRE EUX
D'APPARTENIR A UNE ALLIANCE OU DE NE RELEVRE D'AUCUNE.

2) CHACUN DES ETATS PARTICIPANTS S'ABSTIENT DE RECOURIR A LA
MENACE OU A L'EMPLOI DE LA FORCE, SOIT CONTRE L'INTEGRITE
TERRITORIALE OU L'INDEPENDENCE POLITIQUE D'UN AUTRE ETAT
PARTICIPANT, SOIT DE TOUTE AUTRE MANIERE INCOMPATIBLE AVEC LES
BUTS DES NATIONS UNIES ET CEUX DE LA PRESENTE DECLARATION.

AUCUN ETAT PARTICIPANT NE PROCEDE A DES MOUVEMENTS OU
MANOEUVRE DE SES FORCES ARMEES DANS LE BUT D'AMENER UN AUTRE ETAT
A RENONCER AU PLEIN EXERCISE DE L'UN QUELCONQUE DE SES DROITS
SOUVERAINS.

3) LES ETATS PARTICIPANTS TIENNENT POUR INVOLABLES LEURS
FRONTIERES TELLES QU'ELLES EXISTENT A CE JOUR ET QUEL QU'EN
SOIT A LEURS YEUX LE STATUT JURIDIQUE. LES ETATS PARTICIPANTS
CONSIDERENT QUE LEURS FRONTIERES NE PEUVENT ETRE MODIFIEES,
CONFORMEMENT AU DROIT INTERNATIONAL, QUE PAR DES MOYENS PACIFIQUES
ET PAR VOIE D'ACCORD, EN TENANT PLEINEMENT COMPTE DU DROIT DES
CONFIDENTIAL

PAGE 04 NATO 04055 01 OF 02 301912Z

PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES.

4) LES ETATS PARTICIPANTS RESPECTENT MUTUELLEMENT LEUR
INTEGRITE TERRITORIALE. TOUTE ATTEINTE PAR LA FORCE A L'INTEGRITE
TERRITORIALE EST CONSIDEREE PAR EUX COMME UNE VIOLATION GRAVE
DES PRINCIPES STIPULES PAR LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET
ENONCES DANS LA PRESENTE DECLARATION.

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 04055 02 OF 02 301945Z

63

ACTION EUR-25

INFO OCT-01 IO-13 ADP-00 EURE-00 INRE-00 SSO-00 NSCE-00

USIE-00 CIAE-00 PM-07 INR-10 L-03 NEA-10 NSAE-00

PA-03 RSC-01 PRS-01 TRSE-00 MBFR-03 SAJ-01 DODE-00

SS-15 NSC-10 H-03 CU-04 OIC-04 LS-01 ACDA-19 OMB-01

RSR-01 /136 W

----- 099578

O R 301810Z AUG 73

FM USMISSION NATO

TO SECSTATE WASHDC IMMEDIATE 1342

INFO AMEMBASSY BONN

AMEMBASSY LONDON

AMEMBASSY PARIS

USMISSION GENEVA

C O N F I D E N T I A L SECTION 2 OF 2 USNATO 4055

5) LES ETATS PARTICIPANTS RESOLVENT LES
DIFFERENDS QUI VIENNENT A S'ELEVER ENTRE EUX PAR DES VOIES
TELLES QUE LA NEGOCIATION, L'ENQUETE, LA MEDIATION, LA CONCI-
LIATION, L'ARBITRAGE, LE REGLEMENT JUDICIAIRE OU TOUT AUTRE
MOYEN PACIFIQUE AU CHOIX DES PARTIES, EN S'EFFORCANT D'ABOUTIR
A UNE SOLUTION EQUITABLE, RAPIDE ET FONDEE SUR LE DROIT INTER-
NATIONAL.

6) CHACUN DES ETATS PARTICIPANTS S'ABS-
TIENT DE TOUT INTERVENTION OU MENACE D'INTERVENTION, DIREC-
TE OU INDIRECTE DANS LES AFFAIRES RELEVANT DE LA COMPETENCE
NATIONALE DE L'UN QUELCONQUE DES AUTRES ETATS PARTICIPANTS,
QUELS QUE SOIENT LEURS RAPPORTS MUTUELS. CHACUN D'EUX S'ABS-
TIENT NOTAMMENT DE TOUT ACTE DE CONTRAINTE MILITAIRE, POLI-
TIQUE, ECONOMIQUE OU AUTRE TENDANT A PORTER ATTEINTE A
L'EXERCICE DE SA SOUVERAINETE PAR UN AUTRE ETAT PARTICIPANT.

7) LES ETATS PARTICIPANTS CONSIDERENT QUE,
CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 04055 02 OF 02 301945Z

COMME L'INDIQUE LA CHARTE DES NATIONS UNIES, LE RESPECT DES
DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES POUR TOUS ET
SANS DISCRIMINATION EST AUSSI L'UNE DES BASES DE LA COOPERA-
TION INTERNATIONALE ET DU DEVELOPPEMENT DES RELATIONS AMICALES
ENTRE LES NATIONS. ILS PROCLAMENT EN CONSEQUENCE LEUR ATTACHE-
MENT A CES DROITS ET LIBERTES, EN PARTICULIER A LA LIBERTE DE
PENSEE, DE CONSCIENCE, DE RELIGION, ET DE CONVICTIONS.

8) LES ETATS PARTICIPANTS RAPPELLENT
QU'AUX TERMES DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES LE DEVELOPPEMENT
DES RELATIONS AMICALES ENTRE LES NATIONS REPOSE SUR LE RESPECT
DU PRINCIPE DE L'EGALITE DE DROITS DES PEUPLES ET DE LEUR
DROIT A DISPOSER D'EUX-MEMES. EN VERTU DE CE PRINCIPE, TOUS
LES PEUPLES ONT LE DROIT DE DETERMINER LEUR STATUS POLITIQUE
INTERNE ET EXTERNE EN TOUTE LIBERTE ET SANS INGERENCE EXTE-
RIEURE ET DE POURSUIVRE LEUR DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOCIAL
ET CULTUREL ET TOUT ETAT A LE DEVOIR DE RESPECTER CE DROIT.
LES ETATS PARTICIPANTS CONSIDERENT QUE LE RESPECT DE CES

PRINCIPES DOIT GUIDER LEURS RELATIONS MUTUELLES COMME IL DOIT
CARACTERISER LES RAPPORTS ENTRE TOUS LES ETATS.

9) LES ETATS PARTICIPANTS COOPERENT LES
UNS AVEC LES AUTRES DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE, SOCIAL,
CULTUREL, TECHNIQUE, SCIENTIFIQUE, COMMERCIAL ET AUTRES.
ILS ENCOURAGENT LA COOPERATION ET LES CONTACTS ENTRE PERSON-
NES ET ENTRE GROUPES DANS TOUTES CES SPHERES D'ACTIVITE, ET
FAVORISENT, D'UNE MANIERE GENERALE, LE DEVELOPPEMENT DES
CONTACTS ET DES ECHANGES ENTRE LEURS RESSORTISSANTS, A TITRE
COLLECTIF ET INDIVIDUEL, OFFICIEL ET PRIVE. ILS S'EFFORCENT
AINSI DE STIMULER GRACE A UNE MEILLEURE CONNAISSANCE MUTUELLE
ET AUX AVANTAGES RECIPROQUES ATTENDUS DE CETTE COOPERATION ET
DE CES CONTACTS LE DEVELOPPEMENT DE LEURS RELATIONS AMICALES.

10) LES ETATS PARTICIPANTS RECONNAISSENT
QUE LES OBLIGATIONS ASSUMÉES PAR EUX LES UNS ENVERS LES AUTRES
CONFORMEMENT AU DROIT INTERNATIONAL LES LIENT ET DOIVENT ETRE
EXECUTEES DE BONNE FOI. ILS CONSTATENT QUE LA PRESENTE DECLA-
RATION NE PEUT PORTER ATTEINTE AUX TRAITES ET ACCORDS BILATE-
RAUX ET MULTILATERAUX ANTERIEUREMENT SOUSCRITS PAR LES ETATS
PARTICIPANTS. ILS CONSTATNT EGALEMENT QUE RIEN DANS LA PRE-
SENTE DECLARATION NE PEUT ETRE INTERPRETE A L'ENCONTRE D'UNE
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 04055 02 OF 02 301945Z

DISPOSITION DE LA CHARTE DE NATIONS UNIES. LES ETATS PARTICI-
PANTS REAFFIRMENT QU'EN CAS DE CONFLIT ENTRE LES OBLIGATIONS
SOUSCRITES PAR EUX EN VERTU D'ACCORDS INTERNATIONAUX ET LES
OBLIGATIONS QUI SONT LES LEURS AUX TERMES DE LA CHARTE DES
NATIONS UNIES, S'ILS SONT MEMBRES DE CETTE ORGANISATION, CES
DERNIERES OBLIGATIONS PREVAUDRONT, CONFORMEMENT A L'ARTICLE
103 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES.

11) LES ETATS PARTICIPANTS DECLARENT QUE
LE DEVELOPPEMENT DE LEURS RELATIONS ET LE PROGRES DE LEUR COO-
PERATION DANS TOUS LES COMAINES DEPENDENT DE LA STRICTE OBSER-
VATION DES PRINCIPES ENONCES CI-DESSUS. ILS RECONNAISSENT QUE
CES PRINCIPES ONT UNE VALEUR EGALE ET QUE CHACUN D'ENTRE EUX
DOIT ETRE INTERPRETE DANS LE CONTEXTE DES AUTRES.

12) LES ETATS PARTICIPANTS DECLARENT QUE
CHACUN D'ENTRE EUX RESPECTERA CES PRINCIPES EGALEMENT ET SA

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 02 APR 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: n/a
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 30 AUG 1973
Decaption Date: 01 JAN 1960
Decaption Note:
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: garlanwa
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 28 MAY 2004
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1973NATO04055
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: n/a
Enclosure: n/a
Executive Order: 11652 GDS, 12-31-79
Errors: n/a
Film Number: n/a
From: NATO
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1973/newtext/t19730868/abqcebuc.tel
Line Count: 260
Locator: TEXT ON-LINE
Office: n/a
Original Classification: CONFIDENTIAL
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 5
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: A) USNATO 3595 (NOTAL); B) USNATO 3215 (NOTAL)
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: garlanwa
Review Comment: n/a
Review Content Flags: ANOMALY
Review Date: 20 JUL 2001
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <20-Jul-2001 by worrelsw>; APPROVED <17-Sep-2001 by garlanwa>
Review Markings:

Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
30 JUN 2005

Review Media Identifier:
Review Referrals: n/a
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: CSCE - FRENCH DRAFT DECLARATION OF PRINCIPLES
TAGS: PFOR
To: STATE INFO BONN
LONDON
PARIS
GENEVA
Type: TE
Markings: Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005